

RHÔNE

LE DÉPARTEMENT

Association départementale du Rhône
des victimes et rescapés des camps nazis du travail forcé
1940-2005

178 J 1-37

Répertoire numérique détaillé par Nicolas Martinon, étudiant en histoire,
sous la direction de Marion Duvigneau, conservateur du patrimoine

2010

ARCHIVES

INTRODUCTION

Référence : FR AD 069/178 J

Intitulé : Association départementale du Rhône des victimes et rescapés des camps nazis et travail forcé.

Dates extrêmes du fonds : 1940-2005

Importance matérielle : 2 mètres linéaires.

Support de l'unité de description : Archives papier.

Niveau de description : fonds.

Nom du producteur : Association départementale du Rhône des victimes et rescapés des camps nazis et du travail forcé.

Histoire administrative

Dès mars 1944 prend forme un Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNPGD), dont l'une des activités est de préparer le retour des absents. Le comité national de coordination du MNPGD regroupe différents mouvements, dont celui de la Fédération nationale des centres d'entraide pour les travailleurs déportés et leurs familles qui voit le jour en novembre 1944. L'Association des déportés du travail du Rhône (ADTR) est adhérente de cette fédération, devenue la Fédération nationale des travailleurs déportés et leur famille (délibération du comité national provisoire du 6 mars 1945), puis la Fédération nationale des déportés du travail lors du congrès national constitutif de Paris le 15 octobre 1945.

Les statuts de l'Association départementale des déportés du travail, publiés le 3 janvier 1945, précisent que ses membres se donnent notamment pour objectif de « rassembler tous les déportés du travail et les familles du département, au titre de la Relève, du STO ou de l'organisation TODT, en vue de prendre en main la défense de leurs intérêts et de ceux des familles de travailleurs encore déportés ». Ouverte également aux réfractaires, l'association se charge de recenser les déportés du travail, mais aussi d'effectuer différentes actions sociales (obtention de droits en lien avec le statut de déporté du travail, obtention de pensions), de commémorer la déportation du travail, sous la forme de journées du souvenir par exemple, et de sensibiliser l'opinion publique et les autorités aux problématiques de la déportation du travail.

L'emploi de l'expression « déporté du travail » a donné lieu, dès le milieu des années 1970, à un nombre important de procès, tant au niveau national que départemental. Dans le Rhône, en 1985, trois associations assignent l'ADTR à comparaître au tribunal de grande instance de Lyon : le Mouvement d'union et d'action des déportés et internes de la résistance (MUADIR), l'Association des anciens de Dachau et l'Association française et internationale des déportés évadés. L'arrêt rendu le 7 juin 1990 par la cour d'appel de Lyon contre l'association des déportés du travail a conduit à un changement de titre, l'ADTR devenant l'Association départementale du Rhône des victimes et rescapés des camps nazis du travail forcé. En 1993, l'association se pourvoit en cassation, estimant que l'interdiction de faire usage des termes « déporté » et « déportation » dans leur dénomination et dans les documents diffusés comporte une restriction au droit d'association garanti par l'article 11 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Face au rejet de la cour de cassation, l'association décide d'introduire la même année une action devant la Cour des droits de l'Homme à Strasbourg.

L'association a siégé à plusieurs adresses différentes dans Lyon : à l'origine au 23 rue Neuve, puis au 16 rue Paul Chenavard, et aujourd'hui au 12 rue de la Platière. Subdivisée en sections, l'association comptait en 2006 près de 700 membres.

Historique de la conservation

L'association a pris contact avec les Archives départementales du Rhône dès 2002 en vue d'un versement de ses archives publiques (fichier départemental du Service du travail obligatoire).

L'association détenait ces archives publiques depuis la Libération. Le congrès départemental de Tarare a approuvé le 21 avril 2005 la décision de d'effectuer un don aux Archives départementales du Rhône. Les archives publiques détenues par l'association et prises en charge en mars 2006 ont été cotées en 4074 W 1-30, et conservées à la section moderne des Archives départementales du Rhône, 57 rue Servient. Seules les archives propres de l'association constituent la sous-série 178 J.

Modalités d'entrée

Don de Messieurs Henri Delorme, vice-président, et Roland Arrigon, secrétaire, aux Archives départementales du Rhône le 22 mars 2006.

Présentation du contenu

Ce fonds contient de nombreux documents relatifs aux activités de l'association, notamment aux procédures entreprises pour la défense des droits des déportés du travail. L'association a également réuni une abondante documentation en lien avec ses activités sociales ou judiciaires. Le fonds comprend par ailleurs plusieurs fichiers individuels de déportés, recensés dans le cadre de la réalisation des livrets du prisonnier et du déporté, ou lors des démarches administratives visant à obtenir des droits.

Évaluation, tri et éliminations, sort final

Quelques doubles ont été supprimés (numéros du *Cahier technique* et du *Proscrit*, documents administratifs). La revue *Les Chemins de la Mémoire* (dossiers et lettres d'information, 1991-2003) a été extraite du fonds pour être conservée en bibliothèque (REV 192).

Mode de classement

Les différentes activités de l'association constituent le corps du plan de classement. Cinq parties ont été créées :

- La première concerne l'organisation globale de l'association, avec ses statuts, les règlements intérieurs, les cahiers de revendication, ainsi que les documents relatifs aux comités de direction. Le dossier transmis par Georges Dupin, membre actif qui s'est notamment occupé du secrétariat et de la trésorerie au sein de l'association, a été conservé à part. Riche, ce dossier contient des documents relatifs aux statuts de l'association, mais aussi par exemple une correspondance avec le cardinal Gerlier au sujet de la cérémonie du retour d'un corps de déporté du travail inconnu le 15 mars 1953.
- La deuxième partie traite brièvement des finances de l'association.
- La troisième partie regroupe les différentes activités de l'association. Les actions de recensement des déportés du travail et les activités sociales ont été placées en tête car mentionnées à l'origine dans les statuts de l'association. Suivent les activités judiciaires, auxquelles ont été ajoutées les démarches entreprises auprès des parlementaires et des gouvernements pour une proposition de loi sur « les victimes de la déportation du travail ». Les activités judiciaires et législatives sont liées puisque portant toutes deux sur la reconnaissance de la déportation du travail. Deux autres activités ont également été identifiées : la commémoration et la communication.
- Il a semblé ensuite important de faire apparaître l'association dans son réseau, à savoir de rassembler les documents relatifs à la Fédération nationale, mais aussi de présenter l'intégration horizontale de l'association avec les relations qu'elle entretient avec d'autres associations départementales. Les activités de l'Office national des Anciens combattants (ONAC) figurent également dans cette partie.
- Enfin, la documentation réunie par l'association, les ouvrages, les travaux universitaires et les affiches ont été rassemblés dans une dernière partie. La documentation sociale ou juridique a été introduite dans la troisième partie, en lien avec les activités de l'association.

Le classement par ordre alphabétique a été privilégié, notamment pour les livrets du prisonnier et du déporté, ainsi que pour les dossiers individuels relatifs au statut du déporté du travail ou à l'obtention du titre de personne contrainte au travail (PCT). Un classement chronologique était délicat à mettre en

place, compte tenu des lacunes de certains dossiers, à l'exemple de celui des congrès départementaux pour la période 1952-1984.

Conditions d'accès : accès libre, selon les lois et décrets en vigueur dans les archives publiques.

Conditions de reproduction : reproduction libre, selon les lois et décrets en vigueur dans les archives publiques.

Langue et écriture : français

Instrument de recherche existant : Aucun instrument de recherche existant préalablement.

Sources complémentaires :

Archives départementales du Rhône

- | | |
|--------------|---|
| 31 J | Commission d'histoire de la guerre – Marcel Ruby, 1914-2004. |
| 79 J | Amicale ou Anciens des Mouvements Unis de la Résistance (AMUR), 1940-2002. |
| 86 J | Union nationale des Évadés de guerre, section départementale du Rhône (UNEG), 1945-2005. |
| 90 J | Émile Juvanon, président de l'Association des Anciens combattants de la Résistance « Groupes-francs », ex 5 ^e bureau Armée secrète – Libération Zone Sud Région Rhône-Alpes, 1941-2003. |
| 155 J | Amicale des anciens prisonniers de guerre du stalag d'Autriche, section lyonnaise, 1945-2001. |
| 182 W 1-280 | Administration générale du département durant la seconde guerre mondiale. |
| 283 W 173 | Cabinet du commissariat régional de la République : main d'œuvre, création du service régional, liquidation des anciennes directions régionales et départementales et du service du travail obligatoire (STO), réglementation du travail et du chômage, 1944. |
| 4074 W | Fichier départemental de la main d'œuvre, 1940-1945. |
| 4244 W 1-280 | Office national des anciens combattants et victimes de guerre, 1919-2005. |

Bibliographie :

- ARNAUD (Patrice), *Les STO. Histoire des Français requis en Allemagne nazie 1942-1945*, Paris, CNRS éditions, 2010, 592 p.
- EVARD (Jacques), *La déportation des travailleurs français dans le III^e Reich*, éditions Fayard, 1972, 460 p.
- GRATIER DE SAINT-LOUIS (Michel), *Les réquisitions de main d'œuvre pour l'Allemagne dans le Rhône – 26/10/42 – 10/08/44*, mémoire de maîtrise d'histoire (dir. Gilbert Garrier), Université Lumière Lyon 2, 1980, 2 vol. (176 et 192 p.)
- GRATIER DE SAINT-LOUIS (Michel), *Le STO dans le Rhône : histoire et mémoire (1942-1990)*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Gilbert Garrier), Université Lumière Lyon 2, 1990, 2 vol. (651 et 303 p.)
- VITTORI (Jean-Pierre), *Eux, les S.T.O.*, éditions Temps Actuels, collection « La vérité vraie », 1982, 272 p.

Site Internet de l'Association pour la Mémoire de la Déportation du Travail Forcé : <http://www.requis-deportes-sto.com>

Contrôle de la description : Nicolas MARTINON (étudiant en histoire). Norme ISAD G, juillet 2010.

Dépôt complémentaire : Le fonds n'est pas clos. Un don complémentaire est envisagé en 2011.

SOMMAIRE

- 178 J 1-5 Organisation.
 - 178 J 1 Création.
 - 178 J 2 Fonctionnement.
 - 178 J 3 Congrès départementaux.
 - 178 J 4 Comité de direction.
 - 178 J 5 Dossier de Georges Dupin.
- 178 J 6-7 Comptabilité et finances.
 - 178 J 6 Comptabilité.
 - 178 J 7 Financement.
- 178 J 8-27 Activités.
 - 178 J 8-9 Recensement des déportés du travail.
 - 178 J 10-18 Action sociale.
 - 178 J 19-22 Action législative et judiciaire.
 - 178 J 23-26 Commémoration.
 - 178 J 27 Communication.
- 178 J 28-33 L'association dans son réseau.
 - 178 J 28-31 Fédération nationale des déportés du travail.
 - 178 J 32 Autres associations départementales.
 - 178 J 33 ONAC (Office National des Anciens Combattants).
- 178 J 34-36 Documentation et information.
 - 178 J 34 Documentation.
 - 178 J 35 Bibliothèque.
 - 178 J 36 Iconographie.
- 178 J 37 Objets.

RÉPERTOIRE

178 J 1-5	Organisation.	1945-1996
178 J 1	Création. Statuts (3 janvier 1945).	
178 J 2	Fonctionnement, 1945-1946 Règlements intérieurs, bulletins d'information, cahier de revendications.	
178 J 3	Congrès départementaux, 1945-1987 Congrès statutaires des 18 novembre 1945 et 27 octobre 1946. Congrès des 15 avril 1984 à Ampuis, 21 avril 1985 à Saint-Martin-en-Haut, 13 avril 1986 à Tarare : comptes-rendus, rapports de commissions, résolutions finales adoptées, correspondances, coupures de presse.	
178 J 4	Comité de direction, 1954-1996 Réunions : comptes-rendus.	
178 J 5	Dossier de Georges Dupin ¹ , 1945-1963 Modification : statuts (27 octobre 1946) ; fonctionnement : carte d'un adhérent de l'association des déportés du travail des Basses-Alpes (1946), règlements intérieurs (décembre 1947), comités directeurs (1948), procès-verbal du congrès départemental du 18 décembre 1948, commission de Chavanay ; cérémonie de retour d'un corps de déporté du travail inconnu du 15 mars 1953 : correspondance avec le cardinal Gerlier ; documentation : extraits du <i>Journal officiel</i> , débats parlementaires (mars 1955) ; publications de la Fédération nationale : deux numéros de la revue <i>Le Déporté du Travail</i> (janvier 1950, février 1957), <i>Cahiers techniques</i> (1956).	
178 J 6-7	Comptabilité et finances.	1986-2002
178 J 6	Comptabilité, 1986-2002 Livret de caisse.	
178 J 7	Financement, 2002 Cotisations, timbres de souscription.	
178 J 8-27	Activités.	1940-1996
178 J 8-9	Recensement des déportés du travail, 1945-1974	
178 J 8	Livrets du prisonnier et du déporté, 1945 Classement par ordre alphabétique	
178 J 9	Fiches individuelles de renseignements pour le comité de direction, 1972-1974 Classement par ordre alphabétique	
178 J 10-18	Action sociale, 1940-1992	

¹ Membre actif de l'association dès les origines, Georges Dupin a notamment occupé les fonctions de secrétaire général et de trésorier.

- 178 J 10-12 Statut de déporté du travail, 1945-1954
- 178 J 10-11 Demandes d'obtention, 1949-1952
Dossiers individuels.
Classement par ordre alphabétique
- 178 J 10 A à G.
- 178 J 11 I à Z.
- 178 J 12 Fichiers individuels des marks déposés et des marks non payés par les employeurs allemands ou des marks non parvenus en France, correspondance avec la préfecture pour demande de pièces complémentaires, 1952-1954
- 178 J 13-14 Statut de personne contrainte au travail (P.C.T), 1954-1990
Demandes d'obtention, réalisation des dossiers T11.
- 178 J 13 Textes fondamentaux sur le statut de personne contrainte au travail ; correspondance avec l'Office National des Anciens Combattants (ONAC) et la préfecture ; dossiers déposés à l'association, 1954-1990
- 178 J 14 « Notification à l'administration militaire pour la mise à jour des pièces matricules » ; attestations individuelles de la préfecture pour la reconnaissance de la qualité de personne contrainte au travail, 1954-1961
Classement par ordre alphabétique
- 178 J 15 Statut du réfractaire, 1940-1951
Documentation : textes de lois sur le statut du réfractaire, sur le statut du déporté du travail (loi du 14 mai 1951), extraits du *Journal officiel* (1940-1941).
- 178 J 16 Pensions, 1944-1954
Demande d'obtention : dossiers individuels, pièces justificatives (1944-1954), rapport de la commission des pensions extrait du congrès des 2 et 3 février 1952, correspondance relative aux pensions entre le délégué interdépartemental du ministre des anciens combattants et victimes de guerre et les présidents d'associations (1952-1953).
- 178 J 17 Maison de repos et de convalescence de Chavanay (château Mermet), 1946-1949
Projet : statuts ; location : contrat ; réparations : travaux effectués, devis, correspondance.
- 178 J 18 Documentation sociale, 1953-1991
Guide réalisé par la commission sociale (mai 1953), documents de l'ONAC relatifs aux pensions et à la réinsertion professionnelle (1960, 1966, 1988, 1991), *Cahiers techniques* de la fédération nationale des déportés du travail, n° 1 à 28 bis (1954-1963).
- 178 J 19-22 Action législative et judiciaire, 1972-1996
- 178 J 19 Titre de « victime de la déportation du travail », 1972-1996
Proposition de loi : circulaires transmises à l'association départementale, correspondance.
- 178 J 20-21 Titre de « déporté du travail », 1978-1993
- 178 J 20 Procès de la cour d'appel de Lyon opposant le Mouvement d'union et d'action des déportés et internes de la résistance (MUADIR), l'Association des anciens de Dachau et l'Association française et internationale des déportés évadés à l'association des déportés du travail du Rhône.

Assignations : correspondance (1985-1991), photocopies de coupures de presse (1990) ; pourvoi en cassation : mémoire ampliatif de la première chambre civile (1991), correspondance (1991-1993) ; documentation fédérale réunie pour les procès : arrêt de la cour d'appel de Paris (1978), circulaires de la fédération (1978-1989).

- 178 J 21 Procès des autres associations départementales, argumentation des parties adverses, procès de Dijon, 1984-1990
Jugements des tribunaux de grande instance (1984-1990), correspondance (1986-1989).
- 178 J 22 Termes « déporté » et « déportation », interdiction de l'usage, 1993
Requête déposée devant la Commission européenne des Droits de l'Homme : correspondance.
- 178 J 23-26 Commémoration, 1945-1996
178 J 23 Cérémonies commémoratives, 1945-1985
Journées du souvenirs (1945-1947), cérémonies commémoratives des 20^e et 40^e anniversaires de la libération des camps du travail forcé : correspondance, comptes-rendus, documentation (1965-1985).
- 178 J 24 Commission départementale de l'information historique pour la paix, 1983-1986
Participation de l'association : comptes-rendus de séances, procès-verbaux de réunions du groupe de travail, correspondance.
- 178 J 25 « Dossier de la mémoire du STO dans le Rhône », 1994
Fichiers individuels, témoignages de déportés du travail.
- 178 J 26 Témoignages de déportés, recensement, 1985-1996
Essais.
- 178 J 27 Communication, 1946-1951
Journal de l'association *Libres propos*, n°1 et 9 (1947-1948), affiches (avril 1946, 1951).
- 178 J 28-33 **L'association dans son réseau.** 1944-2005
- 178 J 28-31 Fédération nationale des déportés du travail, 1944-2005
178 J 28 Organisation, 1945
Fonctionnement : congrès national des 12, 13 et 14 octobre 1945, assemblée générale statutaire du 14 octobre 1945, « manuel du responsable », circulaires intérieures (1945) ; modification : statuts (6 mars et 25 juin 1945) ; Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (M.N.P.G.D) : cahiers de revendication (s.d.).
- 178 J 29-31 Publications, 1946-2005
178 J 29 Bulletins mensuels d'information de la fédération (1969-1991), *Un livre blanc sur une période noire* (1987).
- 178 J 30-31 Journaux, 1946-2005
178 J 30 *Le Déporté du travail* (1946-1992)
178 J 31 *Le Proscrit* (1992-2005).

- 178 J 32 Autres associations départementales, 1944-1947
Centre d'entraide : correspondance (1944-1947). Union des commerçants : réunion, assemblée générale statutaire (22 juin 1945).
- 178 J 33 ONAC (Office national des Anciens combattants), 1965-1995
Publications : comptes-rendus d'activités (1965, 1966, 1994), bulletins (1986-1988), revue *Bellechasse*, activités et lettres d'information (1987-1993), bulletin officiel du ministère des Anciens combattants et victimes de guerre (1995), lettres d'information du monde combattant du secrétariat d'État aux Anciens combattants (1998-2001).
- 178 J 34-36 **Documentation et information.** 1943-1991
- 178 J 34 Documentation, 1943-1986
Photocopie du *Journal officiel* du 7 octobre 1945, *Journal officiel* du 7 décembre 1945, journaux (*Écho de la Fédération nationale des travailleurs déportés et réfractaires*, *Journaux de Guerre*, *La Voix du Clandestin*), coupures de presse (1943-1986), presse locale (1947), extraits des débats à l'Assemblée nationale (1984, 1986).
- 178 J 35 Bibliothèque, 1945-1994
100 dessins inédits du STO, par Paul Philibert-Charrin (1945), *Les bradés de l'an 40*, par Joseph Lespinasse (1984), travaux universitaires : « Mémoires du S.T.O à Lyon et dans son agglomération », mémoire de maîtrise d'histoire « Les séminaristes lyonnais et le S.T.O » (1994).
- 178 J 36 Iconographie, 1991
Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation (Lyon), « Semaine Cinéma, Résistance et déportation » : affiche.
- 178 J 37 **Objets.** s.d.

Plaque signalétique du siège de l'association, cocardes et brassards tricolores, brassard de deuil.